

Arrêté municipal réglementant la circulation sur le territoire communal en agglomération.

Le Maire de la Commune de PONT L'EVEQUE

VU la loi 82.213 du 2 mars 1982, modifiée par la loi 82.623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2213-1 L2213-2 L2213-3 et L2215-21 concernant les pouvoirs de police du Maire,

VU le Code de la Route et notamment les articles R417-6 et R417-10,

VU le Code pénal et notamment l'article R610-5,

VU l'Arrêté Municipal ARR2025_11_PM57 en date du 12/11/2025 régissant le stationnement dans l'agglomération de Pont l'Évêque,

VU la demande de Mme BOISSEL Jennifer de la société BOISSEL de Valsemé (14 340) en date du 17 décembre 2025.

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de réglementer la circulation des véhicules avec la mise en place d'un alternat rue Georges Clémenceau (RD579) à Pont-l'Évêque en face de la station hydrogène pour procéder aux opérations de remplacement du cadre et du tampon de la chambre télécom.

ARRETE :

ARTICLE 1 : Entre le lundi 05 janvier 2026 et le vendredi 16 janvier 2026 de 08h00 à 18h00, la circulation sera réglementée par un alternat à feux tricolores rue Clémenceau en face de la station hydrogène, pour l'intervention de la société BOISSEL de Valsemé (14 340).

Il conviendra aux utilisateurs de se conformer strictement à la signalisation en place.
L'accès aux riverains et aux secours sera maintenu.

ARTICLE 2 : Le demandeur doit se conformer aux dispositions suivantes :

- L'installation sera signalée et perceptible de jour comme de nuit,
- L'installation ne devra en aucune façon gêner la circulation routière, et maintenir un passage minimum de 2.80m.
- Dans le sens entrant dans Pont l'Évêque, la zone de chantier devra inclure le « tourne à gauche » (celui-ci sera obligatoirement matérialisé avec des baliroads pour ne pas être circulé)
- Ne pas intervenir le lundi matin, jour de marché
- Dès l'achèvement des travaux, la chaussée et les trottoirs seront nettoyés,

- Les détériorations des revêtements de sol ou du mobilier urbain du fait de la présence des engins de chantier seront réfectionnés aux frais du pétitionnaire.

Le non-respect d'une de ces dispositions rendra l'autorisation caduque. La durée d'intervention est estimée à 1 journée.

ARTICLE 3 : Les dispositions visées aux articles précédents seront portées à la connaissance des usagers par la pose de barrières et l'affichage du présent arrêté. Cette signalisation sera mise en place et entretenue par le pétitionnaire. La signalisation de balisage sera fournie, mise en place et entretenue par le propriétaire du matériel ou le pétitionnaire suivant le contrat qui les lie. Le pétitionnaire s'engage à avertir les riverains immédiats de la contrainte d'accès durant le chantier.

ARTICLE 4 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément à la législation en vigueur. Tout stationnement de véhicule interdit aux termes du présent arrêté sera considéré comme gênant et verbalisé au titre de l'article R.417-10 du Code de la Route. Une mise en fourrière du véhicule gênant pourra alors être effectuée aux frais du contrevenant.

ARTICLE 5 : Conformément aux articles R 421-1 à R 421-4 du code de la justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de CAEN dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

ARTICLE 6: Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Mme BOISSEL Jennnifer de la société BOISSEL,
- Mr le Commandant de Gendarmerie de Pont-l'Évêque,
- Mr le Chef de Centre des Sapeurs Pompiers,
- Mr le responsable de l'Agence routière départementale,
- Mr le Brigadier Chef Principal de la Police Municipale
- Mme la Directrice des Services Techniques,

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en vérifier la bonne exécution.

Fait à Pont-l'Évêque, le 23 décembre 2025

Yves DESHAYES
Maire de Pont l'Evêque

